

Brexit : La curée contre Londres a commencé à Bruxelles

écrit par Tommy Fransen | 28 juin 2016



Assumer le «Brexit» et ne pas tergiverser: les dirigeants de l'Union européenne ont exhorté mardi le Royaume-Uni à enclencher la procédure de divorce au plus vite et sans négociation «à la carte», pour ne pas paralyser le bloc dont l'avenir est en jeu.

L'UE est prête à lancer le processus «même dès aujourd'hui», a déclaré le président du Conseil européen, Donald Tusk, à son arrivée pour un sommet crucial à Bruxelles.

M. Tusk a l'intention de proposer la tenue d'un sommet «informel» à 27 sur l'avenir de l'Union en septembre, probablement à Bratislava, capitale de la Slovaquie qui prend vendredi la présidence tournante de l'UE.

«L'UE est assez forte pour surmonter le départ de la Grande-Bretagne, elle est assez forte pour continuer à aller de l'avant même à 27», a lancé de son côté la chancelière allemande Angela Merkel devant le Bundestag.

Mme Merkel a douché tout espoir de Londres de pourparlers «à la carte» sur l'avenir de ses relations avec l'Union. **«Celui qui sort de la famille ne peut pas s'attendre à ce que tous ses devoirs disparaissent et que ses privilèges soient**

maintenus», a-t-elle tranché.

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a exclu de son côté la moindre «négociation secrète» sur les modalités et le calendrier de la séparation. «C'est nous qui décidons de l'ordre du jour, pas ceux qui veulent quitter l'UE», a-t-il averti devant le Parlement européen.

L'onde de choc du référendum britannique continue de se propager cinq jours après et l'inquiétude sur les conséquences du divorce à venir est manifeste chez les Européens, obligés de «tirer les leçons» du scrutin avec le souci d'éviter une contagion à d'autres États membres.

L'Allemagne, la France et l'Italie refusent toute négociation avec le Royaume-Uni tant que Londres n'aura pas formalisé sa demande de sortie. Les trois poids lourds fondateurs de l'UE – principales économies de la zone euro – veulent aussi donner une «nouvelle impulsion» au projet européen.

(...)

Jean-Claude Juncker a exhorté le Royaume-Uni à «clarifier le plus rapidement possible» sa situation, arguant que l'UE ne pouvait s'«installer dans une incertitude prolongée». «Pas de notification, pas de négociation», a-t-il martelé.

Le premier ministre belge Charles Michel a exprimé son refus d'une «prise d'otage» des Européens par Londres.

Le Parlement européen a adopté à la mi-journée une résolution enjoignant Londres de notifier son départ de façon «aussi rapide que possible».

(...)

Éviter la contagion du Brexit ailleurs en Europe est une préoccupation pour plusieurs pays comme la France, l'Italie ou les Pays-Bas, où l'extrême droite et les mouvements populistes ont le vent en poupe.

«Le Royaume-Uni ne sera pas le dernier État membre à quitter l'UE», a prédit devant ses collègues l'eurodéputé europhobe britannique Nigel Farage.

(...)

« On s'assurera que les négociations (sur la relation future entre l'UE et Londres) ne se déroulent pas selon le principe

du «choix à la carte». Cela doit faire une différence d'être membre ou non de la famille qu'est l'Union européenne », a martelé la dirigeante allemande.



Elle a tout particulièrement souligné que si la Grande-Bretagne veut garder un accès au marché unique, elle devra respecter ses principes notamment la libre-circulation des personnes, alors que les partisans du Brexit ont largement fait campagne sur le thème de l'immigration.

« Un accès libre au marché unique est accordé à celui qui respecte ses quatre libertés fondamentales : (la libre-circulation) des personnes, des biens, des services et des capitaux », a-t-elle insisté.

Mme Merkel a aussi une nouvelle fois exclu de démarrer les pourparlers tant que Londres n'aura pas formellement demandé à sortir de l'UE, une tâche que le premier ministre David Cameron a décidé de laisser à son successeur qui doit être désigné d'ici au 2 septembre.

[La Presse Ca](#)